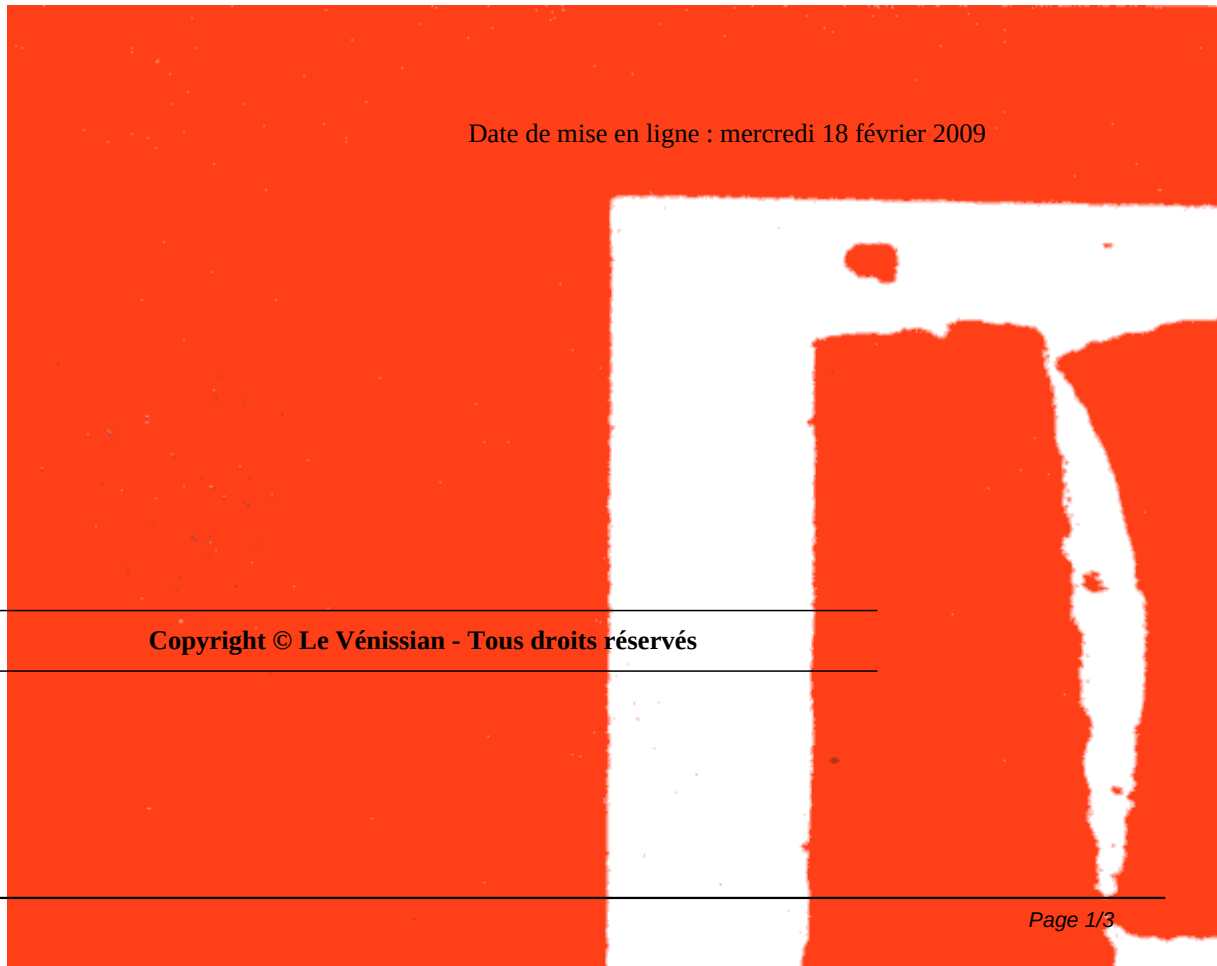
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Le-29-janvier-le-peuple-reprend-la

Le 29 janvier, le peuple reprend la main

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2009



Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

L'heure est au rassemblement et à l'action politique !

Le 29 janvier 2009 et ses 2, 5 millions de manifestants marquent une rupture dans le quinquennat Sarkozy. Face à la plus grave crise mondiale du capitalisme depuis 1929, le peuple a exprimé fortement son refus de payer pour les riches et les spéculateurs.

Le 29 janvier est porteur de l'intérêt général du pays : défense de l'industrie, du droit du travail, de la protection sociale, des services publics, de l'école, de la santé...

En mettant au centre de leurs revendications les salaires, les manifestants du 29 janvier s'en prennent directement au capitalisme. Entre 1983 et 2006, la part des salaires dans les richesses produites a baissé de 9,3% en France, soit entre 120 et 170 milliards par an. Autant d'argent en moins pour la sécurité sociale, le pouvoir d'achat, les minimas sociaux, autant de capitaux supplémentaires pour les grandes fortunes !

Les actions persévérantes et déterminées et l'unité syndicale ont fait le succès du 29.

L'action est à l'ordre du jour. A la colère succède la perspective de gagner. Les mouvements en cours, Guadeloupe, Martinique, enseignants-chercheurs, lycées, hôpital, contre le chômage... s'amplifient.

Pour 19 mars, nouvelle journée d'action annoncée, faisons tout notre possible pour amplifier le rassemblement afin de faire reculer le patronat, Sarkozy et son gouvernement.

L'affrontement avec le capital au coeur des luttes !

Avec la crise, le capitalisme montre sa cruelle réalité : l'enrichissement sans limite de quelques uns ne peut se faire qu'au détriment de la masse des travailleurs et du pays. Les tenants de l'Europe capitaliste et de la mondialisation, Sarkozy en France, prétendent améliorer l'existant, revenir à un capitalisme plus efficace, et plus humain.

Derrière le discours rassurant, il y a la réalité prédatrice d'une bourgeoisie qui en veut toujours plus. Non contente de faire payer la crise au peuple, elle en profite pour aggraver l'exploitation et le racket des richesses du pays vers le capital.

La crise devient prétexte à délocalisations, fermetures d'entreprises et licenciements supplémentaires. Les acquis sociaux sont remis en cause, les services publics facteurs d'égalité sont affaiblis et démantelés afin que les multinationales puissent s'emparer de ces secteurs d'activités.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, 28 milliards qui sont directement soustraits à l'action publique en faveur des patrons. Cette mesure anticipe la réforme annoncée des collectivités locales, qui vise à la disparition des communes et départements au profit de l'inter-communalité et des régions, pour se conformer au modèle imposé par l'Union européenne. Ce sont des services essentiels à la population qui sont menacés. Le capital veut faire exploser le socle républicain issu de la Révolution française, des luttes de 1936 et 1968, du Conseil National de la résistance.

Copyright © Le Vénissian

L'action politique indispensable pour gagner !

Alors que la crise éclaire violemment la nature du capitalisme, les communistes veulent mettre en débat largement les questions politiques dans la population.

Nous, communistes, proposons la rupture avec le capitalisme, et la construction du socialisme du 21ème siècle. C'est la seule alternative au système capitaliste car il n'y a pas de capitalisme « à visage humain ».
Notre peuple a fait l'expérience en 1981 et 1997 que des victoires électorales pouvaient déboucher sur d'amères déceptions. Chaque fois, la gauche au pouvoir a choisi l'accompagnement plutôt que la rupture avec le capitalisme. En ce printemps 2009 , le débouché politique passe par le rassemblement, l'action et le débat politique sur des contenus de rupture.

Nous proposons à la gauche et au peuple des propositions porteuses de rupture et qui peuvent améliorer tout de suite et de manière significative le quotidien de la grande majorité :

- Revaloriser les salaires avec le SMIC à 1500 euros net, une échelle mobile des salaires, revaloriser les minimas sociaux qui ne permettent pas de vivre dignement
- (Re)nationaliser des secteurs stratégiques de l'économie et de la finance avec pouvoirs d'intervention des salariés : les banques, les assurances, l'eau, les énergies, les télécommunications, l'industrie pharmaceutique, etc.
- Interdire les délocalisations et les relocalisations, en mobilisant les salariés et les populations pour imposer des choix d'intérêt public
- Refuser d'appliquer les directives européennes qui entravent la liberté de la France et sont néfastes pour notre peuple (atteintes aux acquis sociaux : travail de nuit des femmes, déréglementation du temps de travail..., principe de libre concurrence, privatisations, etc.)
- Retrait de la France de l'OTAN et départ des troupes françaises d'Afghanistan

Il est temps que le peuple reprenne la main !

Copyright © Le Vénissian